

Grève. L'intersyndicale CGT-CFDT-FO-FSU-Unsa-Solidaires-UNL-Fidl de la Fonction publique organise une manifestation demain à Marseille. Elle entre dans le cadre d'une journée d'action nationale.

Les organisations syndicales de la Fonction publique appelle, demain, à une manifestation à Marseille, dans le cadre d'une journée d'action nationale. A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-FSU-Unsa-Solidaires-UNL-Fidl, la manifestation démarrera du Vieux-Port, à 10h30 en direction de la place Castellane.

Toutes les organisations syndicales souhaitent l'unité pour riposter contre la révision générale des politiques publiques (RGPP). « Il s'agit d'une politique de destruction du service public » comprenant « des mesures essentiellement faites pour déposséder les citoyens et les usagers », a expliqué Gérard Amena, porte-parole du syndicat Solidaires.

Pour Frédéric Larrivé, secrétaire départemental de la CGT Trésor, « la RGPP permet d'abandonner l'intérêt général pour mettre en place une politique de classes. A l'image des 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux offerts aux plus aisés tandis que les primes pour l'emploi (PPE) de certains salariés pauvres vont financer le revenu minimum d'activité (RMA) des plus pauvres ».

Alors, Frédéric Larrivé se s'interroge : « Quels sont le rôle et la place de l'Etat dans la Fonction publique, dans la structuration du territoire et dans les choix de la cohésion sociale ? »

14, 15, 16, 22 mai...

Le démantèlement du service public est donc au cœur de cette journée d'action, la première d'une série puisque cette quinzaine du mois de mai s'annonce comme une période dans laquelle les salariés du public et du privé vont manifester leurs revendications. « Les salariés de ST Micro-electronics, de Coca-Cola, des maisons de retraite, des Ports de Marseille, les salariés agricoles, tous se mobilisent », a déclaré Thierry Pettavino, secrétaire général de l'UD CGT des Bouches-du-Rhône.

La riposte sociale du 15 mai se prépare



Outre la grève du 15 mai, la CGT appelle à des assemblées générales dans toutes les entreprises, dès le 16 mai, pour une forte mobilisation et une participation à la manifestation du 22 mai. La CGT Poste 13 a, de son côté, déjà déposé un préavis de grève départemental reconductible pour aujourd'hui.

L'emploi, l'éducation, la santé, la protection sociale, les services de proximité, les retraites, le pouvoir d'achat sont les principaux chevaux de bataille de l'intersyndicale. « Les opérations de réforme de Nicolas Sarkozy ont été justifiées par le fait qu'il

avait été élu sur ces thèmes [de réformes, ndlr]. Or, on oublie de dire qu'il a aussi été élu sur la question du pouvoir d'achat. On voit le résultat aujourd'hui : ces réformes creusent le trou pour enterrer le service public », a expliqué Bernard Goudillère, secrétaire départemental de l'Unsa Bouches-du-Rhône.

Pour Force Ouvrière (FO), « il s'agit de construire une riposte adaptée aux enjeux pour faire plier le gouvernement », a expliqué Alain Comba, secrétaire de l'Union départementale FO.

« Nous espérons que les mobilisations massives des 15 et 22 mai pourront faire bouger le monolithe [le gouvernement Fillon, ndlr] » a estimé Bernard Goudillère.

Les syndicats attendent déjà la réaction du gouvernement et préparent la prochaine manifestation qui aura lieu le 22 mai.

Les lycéens, en tête de cortège, ouvriront la marche demain, soutenus par les parents d'élèves, les fonctionnaires et contractuels de l'Education nationale, ainsi que les syndicats FSU, Snes, SDU-IPP et la FCPE. « C'est la grosse grève de l'année », a déclaré Jean-François Longo, secrétaire départemental de la FSU. « Les lycéens attendent beaucoup de cette mobilisation qui est une réponse à ce que nous a proposé jusqu'à présent le gouvernement », a commenté Medhi Lassoud, représentant de la Fidl à Marseille.

LINDA BE DIAF

LA MARSEILLAISE
14 MAI 2008

Le secteur public à nouveau mobilisé

Ensemble pour défendre les services publics. Réunis en intersyndicale, la fonction publique et les lycéens appellent à manifester demain à Marseille contre les suppressions de postes. Parmi les secteurs menacés, les centres de perception, dont « la quasi-totalité est en sursis dans les Bouches-du-Rhône », affirme Frédéric Larrivé, de la CGT 13. Mais c'est l'Education nationale qui « récolte la part du lion », selon Jean-François Longo, de la FSU 13. D'où la colère des lycéens : « Dans mon lycée, à Périer, il y a beaucoup de classes à 35 élèves. Quand un élève de terminale rate son bac, il n'est pas toujours repris car les élèves de première sont prioritaires », explique Mehdi Lassoued, de la FIDL 13.

Les syndicats peinent cependant à évaluer le nombre de postes menacés. « Dans certaines branches, les investissements et les emplois sont mélangés dans le même budget. Pour d'autres, on raisonne en masse salariale.

Sans qu'on sache combien d'emplois il y a derrière », explique Jean-François Longo. Mais les syndicats prévoient que les zones rurales, où les services sont moins rentables, seront les plus touchées.

Julien Vincent

Lire aussi p.4

défilé La manifestation partira demain à 10 h 30 du Vieux-Port et ralliera la préfecture via la place Castellane. Les lycéens devraient ouvrir le cortège derrière la banderole unitaire.



A Marseille, le 1^{er} Mai.

Demi-service minimum en centre aéré

Deux poids, deux mesures. Avec la grève dans l'Education nationale demain, la question du service minimum refait débat. « Nous avons changé le système en demandant aux mairies de secteur d'ouvrir un centre aéré par arrondissement. Seules celles de la majorité ont accepté », indique Danièle Casanova (UMP), adjointe au maire déléguée à l'Education. En janvier, la

première expérience de service minimum s'était en effet « plus ou moins bien passée à cause de conflits entre les grévistes et non grévistes ». Cette fois-ci, les enfants, inscrits auparavant auprès des mairies de secteurs, seront pris en charge par des moniteurs jusqu'à 18 h. Le syndicat UNSA 13 annonce « des centaines d'écoles fermées dans le département ».

J. V.

SOCIAL / Les agents de la fonction publique sont appelés à manifester ce 15 mai

Combien de fonctionnaires dans la rue demain ?

Par Philippe Wallez
pwallez@laprovence-presse.fr

Ce jeudi 15 mai, après les manifs de janvier, pourrait bien être une date-test de la mobilisation des enseignants et des fonctionnaires sur l'avenir de la fonction publique. Ils seront dans la rue contre le rapport Silicani qui servira de base à l'élaboration d'un projet de loi à l'automne. Ce document prône une réorganisation profonde, "en facilitant les suppressions massives de postes" dénoncent les syndicats. Un élément, "la mobilité et les parcours professionnels", est déjà un projet de loi, en cours d'examen au Sénat. Il s'agit de "simplifier l'organisation statutaire avec des métiers regroupés dans sept filières au lieu des 500 corps et 200 statuts d'emplois actuellement". Le rapport Silicani autorise ainsi le remplacement d'un fonctionnaire par un agent contractuel et la rémunération au mérite.

Ce texte est tombé dans un contexte jugé noir par les organisations syndicales : 22 900 départs à la retraite non remplacés 1 sur 3 dans la loi de finances 2008, 35 000 soit 1 sur 2 en 2009). La Révi-



► Le 24 janvier dernier, enseignants et fonctionnaires avaient déjà défilé contre les suppressions de postes. / PHOTO ARCHIVES F. LAUNETTE

sion générale des politiques publiques (RGPP) prévoit plusieurs mesures dont le rapprochement des services déconcentrés et le recentrage des prestations sociales. Caisses vides, l'État va faire des coupes sombres que les syndicats redoutent. "Il est question de réorganiser les inspections académiques, de concentrer sur les rectorats" s'inquiète Jean-François Longo, secrétaire Bouches-du-Rhône de la FSU. "C'est un démantèle-

ment qui est en cours avec la privatisation de la fonction publique" relaie Bernard Goudillère (Unsa 13). "La RGPP traduit un profond désengagement de l'État" poursuit Thierry Pettavino de l'UD CGT 13. Une intersyndicale (CGT, CFDT, FU, FSU, Unsa et Solidaires) appelle à la grève demain et à une manif à Marseille (10h30, Vieux-Port). Dans l'éducation, la mobilisation est annoncée "importante, voire massive". ■